L’Élysée a expliqué que la cérémonie du 14 juillet « rendra également hommage aux personnels soignants... ainsi qu'à l'ensemble des acteurs mobilisés contre le virus" . Au regard des réformes engagées par ce gouvernement, Macron et consort n'ont même pas honte !

Le « Ségur de la Santé » n'a pour but que de réaffirmer le projet gouvernemental « Ma santé 20022 ». Ce projet veut réduire la place du service public hospitalier et organiser le transfert de l'activité vers le secteur privé. Quant aux quelques annonces en termes de moyens ou de revalorisation des salaires, elles relèvent plus de la poudre de Perlimpinpin que d'une réponse aux revendications des personnels. Rien sur l'ouverture de lits, le recrutement en urgence de 100 000 personnels pour l'hôpital et de 200 000 pour les Ehpad, rien sur la revalorisation générale des salaires de tous les personnels !

Le gouvernement n'entend pas tirer les leçons des politiques anti-services publics qui ont entravé gravement la gestion de la crise sanitaire. La DGFIP ne fait pas exception.

En effet le Comité Technique de Réseau (CTR) du 18 juin et nombre de groupes de travail (GT) ne laissent planer aucun doute : la période de confinement ne fut, pour la DG, qu'une parenthèse dans la mise en œuvre des réformes, à rattraper de toute urgence. Le directeur général a par exemple annoncé la fermeture de centaines de structures supplémentaires, dès septembre (fusions, disparitions...).

Nos dirigeants et la DG font fi des mobilisations des agents et de nombre d'élus, qui se sont enchaînées depuis de nombreux mois, contre la casse de notre administration centrale à réseau déconcentré, dont le nouveau réseau de proximité. Ils s'entêtent dans le recul de nos missions, les externalisations, les suppressions d'emplois et l'industrialisation de nos taches de travail, réduisant nos perspectives d'évolution de carrières à peau de chagrin et à des queues de cerises pour la reconnaissance de nos qualifications.

Par conTre, gouvernement et DG ne se sont pas privés de nous voler des jours de congés, de tenter de diviser les agents avec la prime « covid », de remettre en cause le droit de retrait, de reprendre à marche forcée toutes les restructurations et réformes anti-sociales, etc.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Consolider et développer les services publics, dont la DGFIP, est possible, notamment par une réforme fiscale juste, qui passerait par exemple par :

- Relever et moduler le taux d'imposition des entreprises suivant leur comportement social, d'investissement et environnemental. Mêmes conditions pour l'obtention des aides publiques.
- Taxer les profits financiers aux niveaux national et international. Entraver la spéculation boursière et le versement de dividendes.
- Baisser le taux normal de TVA et la supprimer sur les produits de première nécessité.
- Renforcer et rendre plus progressif l'impôt sur le revenu.
- Rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune.
- Affecter les moyens nécessaires à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales – qui atteignent 100 milliards d'euros par an.

Parce que la DGFIP gère aussi bien les dépenses, les recettes et leur contrôle, notre administration et ses agents doivent pouvoir jouer pleinement leur rôle.

Cela passe a minima par l'arrêt des suppressions d'emplois, l'abrogation de la loi de transformation publique, l'abandon des réformes visant à externaliser et limiter la réalisation de nos missions, dont le nouveau réseau de proximité, et par une juste reconnaissance de notre travail par l'augmentation de la valeur du point d'indice, la reconnaissance de nos qualifications et l'abandon de la rémunération au mérite.

fichiers: Télécharger appel_14_juillet_06_07_2020_1.pdf (688.6 Ko)
Public: Infos / actions
Luttes 2020

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *